



AMNESTY INTERNATIONAL L'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS EN 2020

AMNISTIE
INTERNATIONALE



SOMMAIRE

- 03** AVANT-PROPOS
- 05** INTRODUCTION
- 06** PRINCIPALES TENDANCES
- 08** ÉVALUATION DES RÉSULTATS
- 09** PRINCIPAUX PROJETS – COVID-19 ET EDH
- 12** RENFORCEMENT DU TRAVAIL DE CAMPAGNE PAR L'EDH
- 15** ACADÉMIE DES DROITS HUMAINS D'AMNESTY INTERNATIONAL
- 15** REPÈRES RÉGIONAUX
 - 15 Afrique
 - 18 Amériques
 - 20 Asie-Pacifique
 - 20 Europe et Asie centrale
 - 21 Moyen-Orient et Afrique du Nord
- 27** LES RÉSULTATS EN BREF

VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?

Rendez-vous sur <https://www.amnesty.org/fr/human-rights-education/> pour obtenir de plus amples informations.

👁 Photo de couverture : Cette année, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le droit à la santé a pris un poids particulier. À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, des jeunes ont prêté attention aux questions sociales et réalisé un travail et des actions en solidarité avec les professionnel-le-s de la santé. AI Grèce met en œuvre un programme national d'éducation aux droits humains à destination des élèves du primaire et du secondaire, avec l'accord du ministère de l'Éducation et des Religions. Plus de 12 000 élèves ont créé des cartes originales à destination des soignant-e-s dans le cadre du plan national d'action d'Amnesty International sur le droit à la santé.

© Amnesty International Grèce

Amnesty International est un mouvement rassemblant 10 millions de personnes qui fait appel à l'humanité en chacun et chacune d'entre nous et milite pour que nous puissions toutes et tous jouir de nos droits humains. Notre vision est celle d'un monde dans lequel les dirigeants et dirigeantes tiennent leurs promesses, respectent le droit international et sont tenus de rendre des comptes. Essentiellement financée par ses membres et des dons individuels, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux. Nous avons la conviction qu'agir avec solidarité et compassion aux côtés de personnes du monde entier peut rendre nos sociétés meilleures.

L'édition originale en langue anglaise de ce document a été publiée en 2021 par Amnesty International Ltd.

Peter Benenson House

1 Easton Street
London WC1X 0DW

Royaume-Uni

© Amnesty International 2021

Index : POL 32/4026/2021 French

Langue : français

AVANT-PROPOS

L'année 2020 a été très perturbée. Partout dans le monde, les gens ont été confrontés à la peur, à l'incertitude et à des bouleversements tandis que la pandémie de COVID-19 faisait rage dans leur pays. Les États ont pris un certain nombre de mesures, telles que des confinements, pour tenter d'endiguer la propagation du coronavirus. Le personnel de santé et les autres travailleurs et travailleuses de première ligne ont travaillé sans relâche, trop souvent au prix de graves risques pour leur santé, voire pour leur liberté quand ils exprimaient leurs craintes pour leur sécurité. Et même si la perspective d'un vaccin a fait renaître l'espoir, les pays pauvres se sont une nouvelle fois retrouvés relégués au second plan tandis que les pays riches constituaient de larges stocks de vaccins pour eux-mêmes. Les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie ont exacerbé les inégalités et la discrimination déjà profondément ancrées et ont accentué la nécessité d'apporter les changements en matière de droits humains nécessaires pour créer un monde équitable et juste pour toutes et tous.

Amnesty International et son personnel n'ont pas échappé aux perturbations causées par la pandémie de COVID-19, et le rapport sur l'éducation aux droits humains (EDH) de cette année témoigne d'abord et avant tout de la résilience, de la souplesse et de l'adaptabilité du réseau d'éducateurs et d'éducatrices aux droits humains de l'organisation – et leur rend hommage. Les projets existants ont été rapidement adaptés au nouveau contexte et aux nouvelles réalités, avec l'utilisation d'autres outils numériques ou analogiques, allant des ateliers virtuels à des partenariats avec des stations de radio locales. De nouveaux projets ont vu le jour pour répondre aux besoins en matière de droits humains créés et aggravés par la pandémie. Ce rapport ne présente qu'une petite partie du travail réalisé à travers le monde et donne un aperçu du tableau général.

La pandémie a fait ressortir et a exacerbé les menaces qui pesaient déjà sur les droits humains, du droit à la santé au droit à l'éducation en passant par la liberté d'expression et de réunion, les droits des femmes, le droit au respect de la vie privée et bien d'autres encore. Tandis que le monde continue de se préoccuper des menaces immédiates de la pandémie en matière de santé et que – espérons-le – nous nous dirigeons vers l'après-COVID-19, il convient de s'attaquer de front à ces atteintes aux droits humains.

L'EDH joue un rôle essentiel dans le renforcement du pouvoir d'action de la société civile et aide à bâtir des fondations solides en matière de défense des droits humains. Même si les difficultés auxquelles nous sommes confrontés restent grandes, ce rapport est un rappel important de la valeur et de la pertinence du travail d'EDH que nous menons à travers le monde – un travail que nous pouvons aussi utiliser comme tremplin, renforcer et améliorer au fur et à mesure que nous avançons tous ensemble.

« Tandis que le monde continue de se préoccuper des menaces immédiates de la pandémie en matière de santé [...] il convient de s'attaquer de front à ces atteintes aux droits humains. »

Dans l'année qui vient, que la pandémie soit toujours là ou non, nous continuerons de nous adapter et de participer avec l'ensemble du mouvement d'Amnesty International à la préparation de sa prochaine période stratégique, durant laquelle l'EDH gardera son rôle vital et central dans la lutte contre les injustices et pour la défense des droits humains. Nous espérons ainsi apprendre aux côtés de cette communauté énergique et motivante d'éducateurs et d'éducatrices aux droits humains, les soutenir et collaborer avec eux. Mais avant tout, après cette année marquée par les perturbations, les difficultés et la tristesse pour tant de gens, nous vous remercions pour votre dévouement et votre bonne volonté, et nous vous souhaitons le meilleur en termes de santé et de bien-être, ainsi qu'à votre entourage et à vos proches.



Emily Nevins

Directrice du programme Campagnes et Éducation

« À l'heure où de nombreux gouvernements se montrent de plus en plus hostiles aux droits humains et où plane sur le monde une pandémie mondiale qui ne fait qu'accentuer les inégalités et les disparités, il est urgent de défendre les droits humains.

« Le travail d'éducation aux droits humains d'Amnesty International aide les gens à connaître et à revendiquer leurs droits. L'éducation aux droits humains est un outil important pour expliquer les questions complexes relatives aux droits humains, réfléchir aux valeurs et aux comportements et renforcer la confiance de chacun·e à agir de façon éclairée pour défendre ses propres droits et ceux d'autrui. »

**Agnès Callamard
Secrétaire générale d'Amnesty
International**

INTRODUCTION

Amnesty International travaille avec ses membres, sympathisant-e-s et militant-e-s, et par leur intermédiaire, afin de mener des activités d'EDH à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale. Des groupes d'éducateurs et éducatrices de nombreux bureaux régionaux et entités nationales d'Amnesty International dans le monde mènent des opérations de sensibilisation et soutiennent le travail de campagne en faveur du mouvement international de protection des droits humains. Chaque année, l'équipe chargée de l'EDH au sein d'Amnesty International collabore avec les entités nationales et régionales de l'organisation afin de rendre compte des résultats obtenus dans le cadre de ce programme et des projets d'EDH menés aux quatre coins de la planète.

En 2020, 65 entités d'Amnesty International ont contribué à ce rapport en fournissant des informations sur 167 projets d'EDH au total, qui ont touché des bénéficiaires dans plus de 212 pays et territoires. Portant sur une année assombrie par une pandémie mondiale, ce rapport fait état non seulement des difficultés et des opportunités que notre réseau d'éducateurs et d'éducatrices a rencontrées tout au long de 2020, mais aussi des répercussions du COVID-19 sur les projets d'EDH dans différents contextes à travers le monde. Face à la pandémie, il a fallu adapter et modifier de nombreux projets. Cela s'est fait avec succès comme le montre la stabilité du nombre de personnes bénéficiaires par rapport à 2019, et la poursuite de la croissance dans certaines régions, bien que les actions d'EDH en présentiel aient été fortement restreintes et perturbées.

Il convient toutefois de souligner que, le plus souvent, la pandémie nous a contraints à nous rabattre d'urgence sur des initiatives d'éducation en ligne. Certes, cela a permis à de nombreuses entités de s'adresser à des publics qu'elles ne parvenaient pas à toucher auparavant, mais n'oublions pas que les solutions en ligne restent inaccessibles dans des régions où la connexion Internet est mauvaise ou inexistante, voire inabordable pour certaines populations. Il est donc nécessaire de continuer à rechercher d'autres solutions d'EDH en présentiel, en veillant à ce que les personnes les plus marginalisées et les plus touchées par la pandémie puissent toujours bénéficier d'une éducation aux droits humains.

L'EDH permet de s'informer sur les droits humains et de découvrir comment les faire valoir. L'EDH peut être définie comme l'ensemble des activités d'apprentissage, d'éducation, de formation et de diffusion de l'information visant à inculquer une culture universelle des droits humains. Elle englobe :

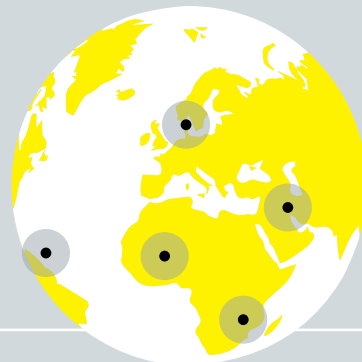
- **les connaissances**
– apprendre sur les droits humains et sur les mécanismes qui régissent ces droits ;
- **les valeurs, les attitudes et les comportements**
– développer des valeurs et renforcer des attitudes et comportements favorables aux droits humains ;
- **les compétences pour l'action** – acquérir des savoir-faire pour mettre en œuvre les droits humains dans la vie quotidienne et agir pour protéger et promouvoir ces droits¹.

¹ L'équipe mondiale en charge de l'EDH utilise la définition de l'éducation aux droits humains proposée par les Nations Unies.

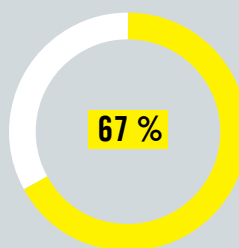
PRINCIPALES TENDANCES

PROJETS D'EDH À L'ÉCHELLE MONDIALE EN 2020 :

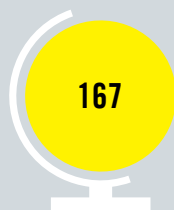
Nous sommes intervenus auprès de plus de **2,07 millions** de personnes et en avons convaincu plus d'**un million**² de se mobiliser pour défendre les droits humains dans **212 pays et territoires à travers le monde**.



L'Académie des droits humains d'Amnesty International est disponible dans **25 langues** et propose **84 cours en ligne**.



des projets ont conduit les participant-e-s à passer de l'acquisition de connaissances à **l'action** en faveur des droits humains



projets
dans 67 pays



Les projets ont touché **49 % de femmes et de filles**³



Les projets ont touché **85 % de jeunes**⁴

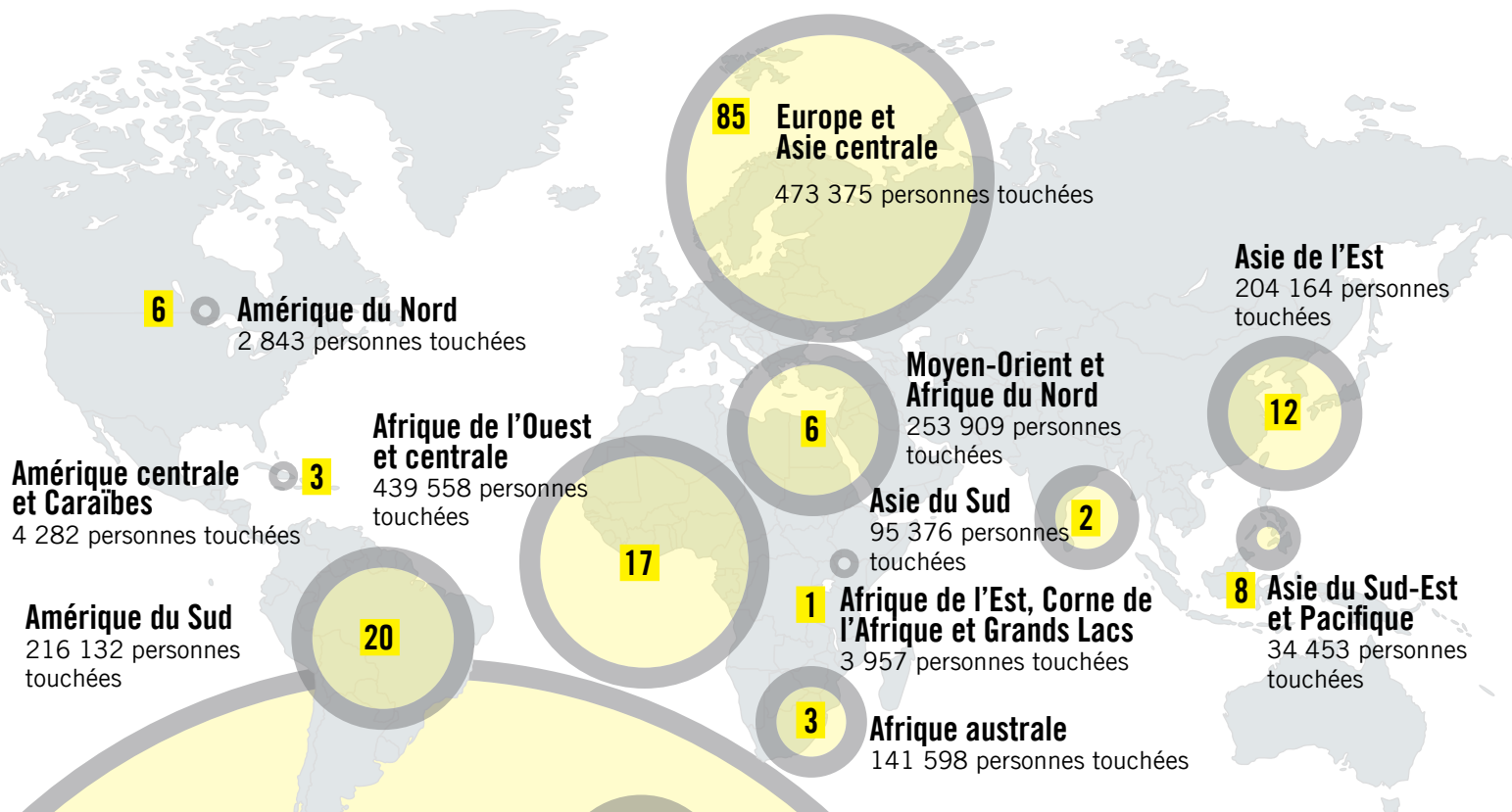
- L'EDH continue de contribuer aux campagnes d'Amnesty International. La contribution la plus importante concerne la campagne annuelle *Écrire pour les droits*. Diverses contributions ont été signalées, du renforcement de la sensibilisation aux campagnes à l'augmentation du niveau d'engagement dans celles-ci, en passant par de meilleures connaissances et compétences et une plus grande confiance à agir.
- L'Académie des droits humains continue de se renforcer et de se développer. En raison de la pandémie et du développement mondial de l'apprentissage en ligne, nous avons constaté une augmentation de 300 % du trafic sur le site de l'Académie en 2020.
- Le nombre total de personnes touchées par l'EDH en 2020 a augmenté, malgré les restrictions liées à la pandémie.
- Bien que le nombre de projets signalés ait légèrement baissé en 2020 par rapport à 2019, la tendance globale est à l'accroissement de l'ampleur des projets, et le nombre moyen de personnes touchées par projet est en augmentation depuis 2018.
- La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur 86 % des projets. Elle a posé des problèmes tels que l'impossibilité d'accéder aux écoles, des difficultés d'ordre technologique et l'obligation d'adapter le travail existant sous forme virtuelle. Elle a aussi été l'occasion de toucher des publics plus larges, en particulier sur le plan géographique, et a accru significativement la participation aux projets.

² Ces chiffres correspondent au nombre total de personnes ayant participé à des projets d'EDH classés dans la catégorie « Passage à l'action » ou au-dessus, mais ne reposent pas sur une évaluation individuelle des participant-e-s aux activités d'EDH.

³ En pourcentage du nombre de projets pour lesquels des données ventilées sont disponibles.

⁴ En pourcentage du nombre de projets pour lesquels des données ventilées sont disponibles.

APERÇU MONDIAL DES PROJETS, DE LEUR PORTÉE ET DES ACTIONS PAR RÉGION, 2020



EN 2020

167 projets enregistrés
2 075 655 personnes touchées

49 % de femmes et de filles⁵

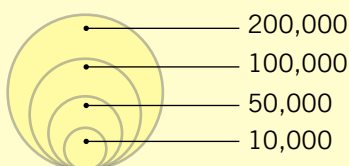
85 % de jeunes⁶

Actions mondiales
 206 008 personnes touchées

EDH en ligne,
 Académie, MOOC,
 Appli de l'Académie

Légende

1 Nombre de projets
 Personnes touchées



⁵ En pourcentage des projets pour lesquels le genre des participant-e-s était indiqué.

⁶ En pourcentage des projets pour lesquels l'âge des participant-e-s était indiqué.

Afrique : initiatives sur des radios locales, EDH dans et en dehors du cursus scolaire. Principaux thèmes : violences liées au genre, mutilations génitales féminines, mariage précoce et forcé.

Amériques : EDH en dehors du cursus scolaire, mettant l'accent sur les jeunes. Principaux thèmes : droits sexuels et reproductifs et droits des personnes LGBTQIA+, ainsi que changement climatique.

Asie-Pacifique : EDH dans le cadre du cursus scolaire. Principaux thèmes : liberté d'expression et droit de manifester.

Europe et Asie centrale : EDH dans le cadre du cursus scolaire, enseignant-e-s et élèves étant des cibles importantes. EDH en ligne et en mode hybride. Principaux thèmes : violence contre les femmes et droits des personnes migrantes et réfugiées.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : EDH en ligne via l'Académie des droits humains. Fort accent mis sur le travail avec les jeunes.

ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Chaque année, Amnesty International demande à son réseau d'éducateurs et d'éducatrices d'évaluer leurs projets sur la base d'une échelle de résultats. Les échelles de résultats élaborées à cet effet par Amnesty International mettent l'accent sur deux objectifs majeurs :

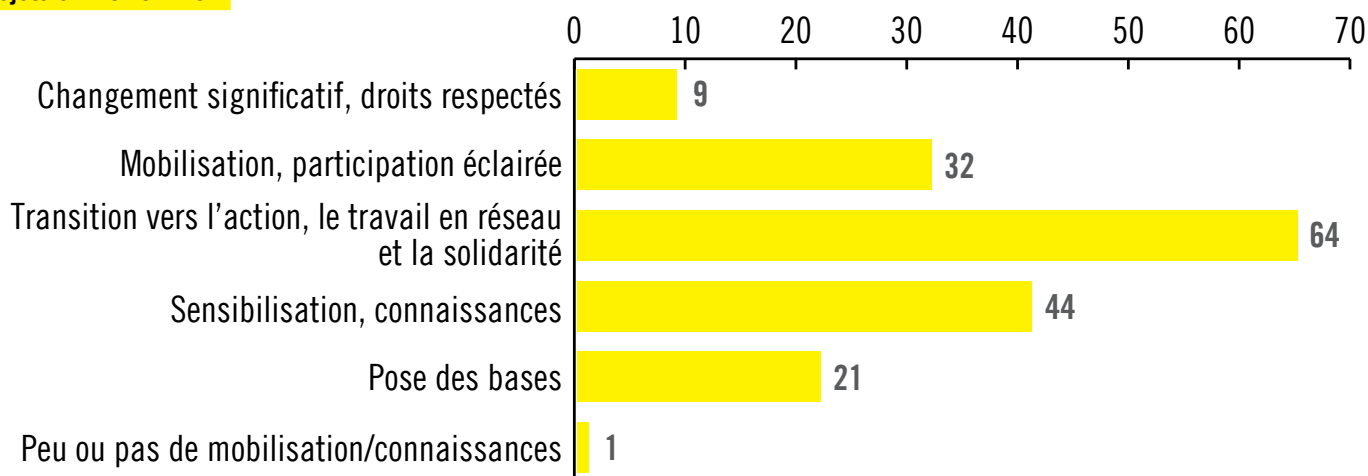
1. que des femmes et des hommes, dans le monde entier, disposent des connaissances et compétences nécessaires pour agir en vue de défendre et de promouvoir les droits humains ;
2. que les gouvernements aient à rendre compte de leurs actes en matière d'éducation aux droits humains et que les recommandations soient mises en œuvre.

Sur les 167 projets recensés, 106 ont permis une transition des apprenant·e·s vers l'action, la mobilisation et une participation éclairée.

NOMBRE DE PROJETS ET LEUR PORTÉE, RÉSULTAT 1 SUR L'ÉCHELLE DES RÉSULTATS, 2020

Les apprenant·e·s disposent des connaissances et compétences nécessaires pour agir en vue de défendre et de promouvoir les droits humains, dans le monde entier.

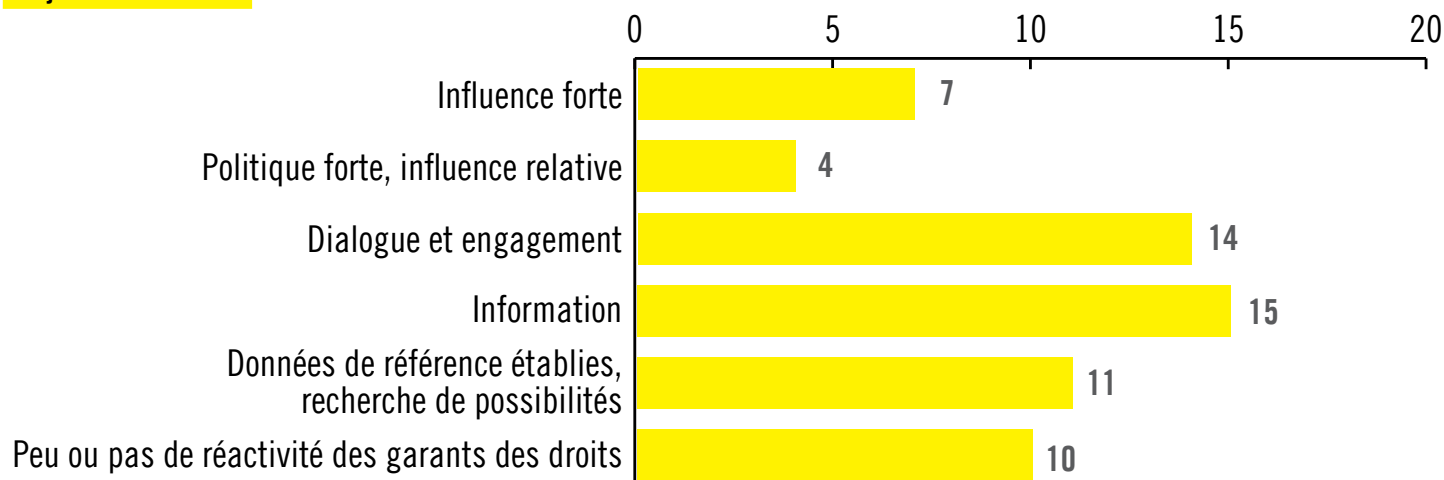
Projets en 2020 : 167



NOMBRE DE PROJETS ET LEUR PORTÉE, RÉSULTAT 2 SUR L'ÉCHELLE DES RÉSULTATS, 2020

Les gouvernements rendent compte de leurs actes en matière d'éducation aux droits humains ; les recommandations sont mises en œuvre.

Projets en 2020 : 61



PRINCIPAUX PROJETS

COVID-19 ET EDH

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur le travail global d'éducation aux droits humains du réseau d'EDH d'Amnesty International. Elle a nécessité des adaptations et de la souplesse, à la fois en termes de méthode (les activités étant d'habitude principalement réalisées en présentiel) et en termes de contenu (il a fallu mener des activités d'EDH sur le COVID-19 et ses conséquences sur les droits humains). Vous trouverez ci-dessous des exemples de projets montrant comment l'EDH s'est adaptée pour répondre au nouveau contexte ou aux nouveaux besoins liés à la pandémie.

LE COVID-19 ET LES DROITS HUMAINS – ACADEMIE DES DROITS HUMAINS D'AMNESTY INTERNATIONAL

L'[Académie des droits humains](#) d'Amnesty International est un espace d'apprentissage en ligne multilingue et gratuit, qui a pour but de proposer à toutes et à tous une EDH de qualité. Elle a fait preuve de sa réactivité en 2020 en proposant un petit cours de 15 minutes sur [le COVID-19 et les droits humains](#). Cette formation en ligne présente les implications de la pandémie sur les droits humains, décrit les obligations des États en matière de droits humains dans le contexte de la pandémie et conduit les apprenant-e-s à agir pour promouvoir la cohésion sociale et des mesures de lutte contre le COVID-19 qui respectent les droits humains. Ce cours a été plébiscité. Il a été traduit dans 15 langues par différents bureaux d'Amnesty International à travers le monde, ce qui en fait notre formation la plus traduite à ce jour.

PLUS PROCHES QUE JAMAIS – AMNESTY INTERNATIONAL URUGUAY

Comme d'autres dans le réseau d'EDH, AI Uruguay a décidé de consacrer des ressources au suivi et à la détection de l'avancée de la pandémie, de la multiplication des mesures d'isolement obligatoire ou volontaire, et de leurs conséquences sur les droits humains.

Dans cet objectif, l'entité a organisé deux webinaires de formation et de réflexion sur le droit au respect de la vie privée et le droit aux soins médicaux en période de pandémie. Au total, plus de 400 personnes y ont participé. Ces webinaires ont contribué de façon importante à générer une connaissance de nos droits pendant la pandémie de COVID-19. Les animateurs et animatrices et les expert-e-s des webinaires ont fourni des informations et des outils précieux pour comprendre la crise sanitaire sous l'angle des droits humains.

EXPOSITION DE DESSINS D'EDH – AMNESTY INTERNATIONAL MONGOLIE

Après le succès de l'exposition de dessins célébrant son 25e anniversaire en 2019, AI Mongolie avait très envie d'organiser une deuxième exposition en 2020. En raison de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement, elle a rapidement décidé de se rabattre sur une exposition en ligne, avec la présentation des œuvres sous format numérique.

Environ 120 dessins sur 250 réalisés par 15 caricaturistes ont été sélectionnés et exposés en ligne. Cette année a été marquée par une augmentation du nombre de jeunes dessinateurs et dessinatrices qui se sont engagés avec AI Mongolie dans la promotion de l'EDH par rapport à 2019. Environ 35 % des dessins avaient pour thème le COVID-19 et les violations des droits humains, car il s'agissait du sujet le plus brûlant en Mongolie. Les dessins favorisent l'éducation aux droits humains tout en révélant la terrible vérité des violations des droits humains sous une forme humoristique, sarcastique et critique. Cette exposition a été inaugurée à l'occasion de la Journée des droits de l'homme et a connu un succès considérable. Le site a même été saturé à un moment et a été salué par les ONG mongoles. Vous pouvez visiter cette exposition sur le [site d'AI Mongolie](#) (en mongol uniquement).



© (En haut) Illustration de Jaskiran K Marway.
© Jaskiran K Marway / @j.kiran90 (Au milieu)
Promotion de l'Académie des droits humains d'Amnesty International. © Amnesty International
(En bas) Couverture du catalogue de l'exposition réalisée pour le 25^e anniversaire d'AI Mongolie en 2019, rassemblant une sélection de dessins de cette exposition. © Amnesty International

VOLONTAIRES SANTÉ JUNIOR – AMNESTY INTERNATIONAL BÉNIN

Autre exemple de réaction rapide à la pandémie mondiale : AI Bénin a très vite identifié la nécessité de mener des actions d'EDH pour préparer des membres du grand public à devenir des agents d'autoprotection contre le COVID-19. Face à la nécessité de trouver des personnes pour réaliser ce travail localement (compte tenu des restrictions en vigueur), l'entité a choisi de transformer 53 de ses clubs scolaires et universitaires existants en Volontaires Santé Junior (VSJ). Ces clubs sont devenus des réseaux dynamiques d'éducation entre pairs, présents dans 10 des 12 départements du pays. Ils ont contribué à amplifier les conseils et les consignes du gouvernement et ont permis de diffuser l'information aux élèves et aux populations qui n'avaient pas accès aux informations et à l'éducation sur le COVID-19. Face aux problèmes d'accessibilité, les VSJ ont aussi distribué des produits pour le lavage des mains, du matériel d'éducation et 40 smartphones, cartes sim prépayées et cartes mémoires, indispensables pour permettre aux jeunes de suivre les formations en ligne sur WhatsApp et d'avoir accès à l'ensemble du matériel d'éducation fourni tout au long du projet.

Les formations en ligne ont permis de renforcer les connaissances des coordonnateurs et coordonnatrices et des responsables des clubs scolaires sur le COVID-19 et les mesures de prévention, ainsi que leur capacité à se protéger et à sensibiliser leurs pairs et leur entourage.

Grâce à ces VSJ, 150 formations ont été menées auprès de 30 000 élèves dans des établissements secondaires et des universités. Les VSJ ont par ailleurs mené 120 actions de formation au sein de la population générale, qui ont touché 3 000 personnes. Ils se sont pour cela rendus au domicile des personnes, sur des marchés, dans des églises et des mosquées, dans des camps militaires, à des points de rassemblement de moto-taxis, à des arrêts de bus, dans des centres de jeunes, sur des terrains de foot, dans des bistros et sur des places publiques. Afin de soutenir le travail de sensibilisation de la population mené par les Volontaires Santé Junior, des contrats ont été signés avec huit stations de radio locales, diffusant des émissions en français et dans d'autres langues locales. Les VSJ ont aussi travaillé avec le Collectif 229 contre le coronavirus à la réalisation du clip musical d'éducation « [Corona Blocus Juniors](#) ».

Le projet VSJ mené par AI Bénin a été rendu possible par le soutien technique et financier d'un ensemble d'institutions et d'acteurs locaux : l'ambassade de France au Bénin, l'Institut français du Bénin, Wallonie-Bruxelles International, Blolab et Fair'Langue, Etrilabs, AG Médias Services, Shaping The Future, Afrikafun, le Collectif 229 contre le coronavirus, l'Association des blogueurs du Bénin, le comité directeur du militantisme numérique d'Amnesty International Bénin, des radios locales et associatives, le ministère des Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle et les administrations locales et régionales des établissements scolaires, et des élu·e·s locaux.

📷 (De haut en bas) Action de sensibilisation menée par des Volontaires Santé Junior (VSJ) sur un marché de Natitingou, au Bénin ; VSJ de clubs scolaires d'Amnesty International en plein tournage du clip de la chanson Corona Blocus Juniors ; VSJ du quartier Zongo, élèves au lycée de Parakou, pendant une des formations en ligne ; action de sensibilisation au COVID-19 menée par des VSJ du club scolaire d'Amnesty International à l'entrée du collège de Nanonmè.



EDH EN ASIE CENTRALE – BUREAU RÉGIONAL EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Le projet d'EDH en Asie centrale est mené par le Bureau régional Europe de l'Est et Asie centrale, en collaboration avec des partenaires locaux et des enseignant-e-s. Il vise à constituer une communauté dynamique de jeunes apprenant-e-s du Kirghizistan, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan dans le domaine des droits humains. Au Kirghizistan et au Kazakhstan, il cherche à optimiser les contacts sur le terrain avec les sympathisant-e-s existant-e-s d'Amnesty International par le biais de l'EDH et du travail de campagne, tandis qu'en Ouzbékistan (et dans le reste de l'Asie centrale) il étudie les possibilités de plaider, posant les fondations d'un travail de plaidoyer à long terme en matière d'EDH.

En 2020, des formations hybrides associant des cours de l'Académie des droits humains et des webinaires ont été organisées pour les enseignant-e-s du Kirghizistan et du Kazakhstan afin de soutenir la campagne *Écrire pour les droits*.

En raison de la pandémie de COVID-19, ces formations ont eu lieu exclusivement en ligne. L'un des avantages inattendus de ce changement a été la possibilité pour des enseignant-e-s de régions très reculées d'Asie centrale de suivre la formation dans son intégralité. Leur expérience a enrichi les discussions du groupe sur la pertinence de l'éducation aux droits humains dans des écoles autres que celles des grandes villes. Des enseignant-e-s du sud du Kirghizistan ont indiqué que des cours sur les droits des femmes seraient particulièrement utiles pour leurs élèves du secondaire. En effet, la pratique tristement célèbre du « mariage par enlèvement », qui consiste à enlever des jeunes filles pour les marier de force, reste très répandue dans cette partie du pays. Un autre enseignant a donné l'exemple d'une école rurale où les garçons sont autorisés à avoir un téléphone portable dès l'école primaire, tandis que les filles n'ont pas le droit d'avoir un téléphone même dans l'enseignement supérieur. Outre cette inégalité frappante, l'enseignant trouvait que cela rendait les filles plus vulnérables au mariage par enlèvement car, sans téléphone portable, elles n'avaient aucun moyen de communication si elles se faisaient enlever.

Les enseignant-e-s ont suivi les cours en ligne [Introduction aux droits humains](#) et [Écrire pour les droits](#) sur le site de l'Académie et ont élaboré leurs plans de cours. Dans les ateliers en ligne qui ont suivi, ils et elles ont reçu une formation pratique et technique sur les questions relatives aux droits humains de la campagne *Écrire pour les droits*,



📷 Action dans le cadre d'*Écrire pour les droits* au Kirghizistan, en Asie centrale.
© Amnesty International

notamment les cas de [Nassima al Sada](#) et de [Gustavo Gatica](#). Par ailleurs, une session d'échange d'expériences a été organisée pour les enseignant-e-s ; des collègues en charge de l'EDH de Moldavie, d'Ukraine, des Pays-Bas et du Kazakhstan ont partagé avec eux leur expérience des activités en lien avec *Écrire pour les droits* à destination des jeunes et des élèves – encore une réunion qui n'aurait pas été possible sans le format en ligne.

Après la formation, les enseignant-e-s ont donné environ 39 cours qui ont touché au total 2 084 élèves du CM2 à la première, et ont recueilli environ 288 lettres et 65 signatures sur des pétitions en ligne. Dans le cadre de l'évaluation, les enseignant-e-s ont fait part des témoignages suivants :

« Les élèves sont extrêmement intéressés par les droits humains. Beaucoup ont installé l'application [de l'Académie d'Amnesty International] sur leur téléphone et continuent d'étudier les droits humains par eux-mêmes. »

« Je suis devenu très calé sur les questions relatives aux droits humains ; je peux facilement expliquer et avoir une conversation sur ce sujet en utilisant un langage simple. »

On constate dans cet exemple que cette formation hybride s'est révélée fructueuse pour améliorer la compréhension, l'interaction et l'intégration dans le cadre de l'EDH.

Pour en savoir plus sur cette expérience, cliquez [ici](#).

RENFORCEMENT DU TRAVAIL DE CAMPAGNE PAR L'EDH

Les projets d'EDH contribuent considérablement aux campagnes mondiales d'Amnesty International, en permettant un renforcement de la participation, un travail de sensibilisation aux thématiques de campagne et un approfondissement des connaissances et des compétences nécessaires pour agir. L'EDH contribue notamment aux campagnes mondiales par la création de ressources et de formations et par l'apport d'un soutien dans les écoles et au sein des populations en vue de mener un travail de sensibilisation et de renforcer la participation dans toutes les régions.

Écrire pour les droits a été la campagne qui a bénéficié du plus grand nombre de contributions dans le cadre des projets d'EDH enregistrés en 2020, puisque la participation à cette campagne a été signalée dans 79 projets – soit 47 % des projets. Chaque année, l'équipe mondiale en charge de l'EDH prépare une boîte à outils destinée à faciliter l'organisation d'ateliers

et d'activités autour d'une sélection de cas de la campagne *Écrire pour les droits*. Jusqu'à présent, les outils proposés étaient conçus pour des formations sur terrain. Cette année, outre les [manuels d'EDH classiques](#) destinés à organiser des ateliers en présentiel, l'équipe mondiale a adapté les plans de cours sous forme de webinaire, en proposant des documents de présentation et des conseils sur les outils et l'animation en ligne. Les entités d'Amnesty International se sont déclarées très satisfaites du matériel fourni et ont apprécié les efforts faits pour fournir une solution permettant d'organiser des ateliers virtuels.

Au total, presque 1,4 million de personnes ont participé à des projets ayant contribué à *Écrire pour les droits*.

Selon les données recueillies, 25 projets ont contribué à la campagne *J'accueille !*, ce qui représente la participation d'environ 723 000 personnes. Enfin, 49 projets, impliquant 1,06 million de personnes, ont contribué à la campagne *Osons le courage*. Si ces deux campagnes se terminent progressivement au niveau mondial car Amnesty International entre dans une nouvelle phase stratégique, leurs thèmes restent pertinents pour le travail de nombreuses entités. L'EDH continue d'offrir des moyens précieux de traiter des droits des personnes réfugiées et des droits des défenseur-e-s des droits humains, tout en soutenant les entités qui poursuivent leur travail de campagne et de plaidoyer sur ces sujets.

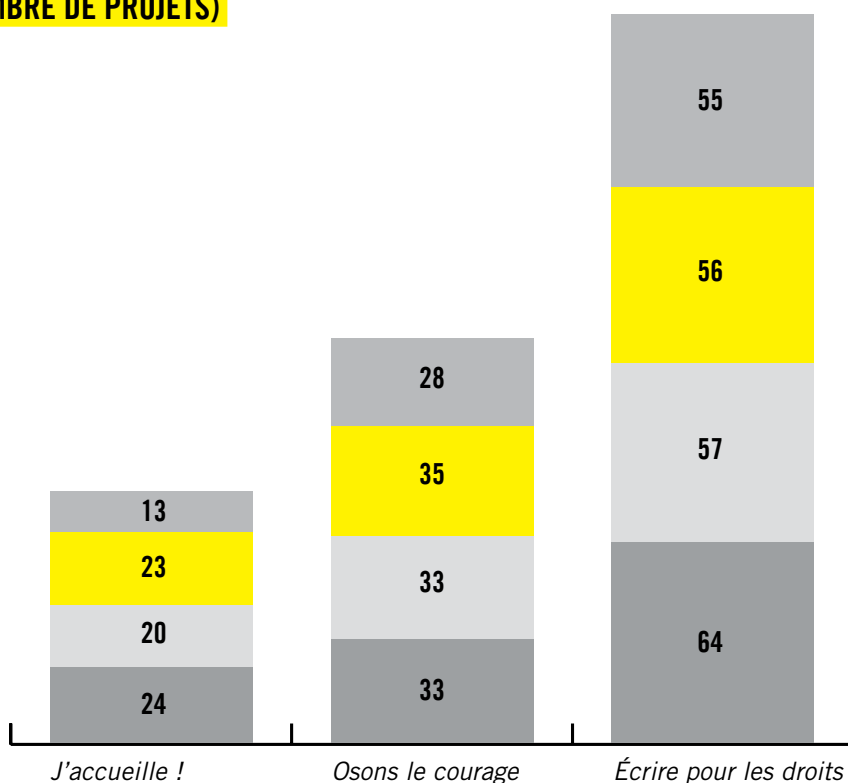
CONTRIBUTION DE L'EDH AUX CAMPAGNES (NOMBRE DE PROJETS)

Les participant-e-s aux initiatives d'EDH vont vers d'autres personnes pour les inciter à s'engager dans la campagne ou développent leurs propres initiatives

Les participant-e-s déclarent que leur compréhension, leurs connaissances et leurs compétences se sont améliorées grâce à l'EDH, qui leur a donné plus de confiance et de motivation à agir dans la campagne

La participation au travail de défense des droits humains et aux activités et actions d'Amnesty International liées à la campagne a augmenté grâce à l'EDH

La sensibilisation aux questions liées à la campagne s'est améliorée grâce à l'EDH



Plusieurs contributions possibles par projet.

EXEMPLES DE PROJETS



PROGRAMME D'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS – AMNESTY INTERNATIONAL PAYS-BAS

Le programme d'éducation aux droits humains d'AI Pays-Bas est un projet de grande ampleur qui fait entrer l'EDH dans les écoles et les universités et touche plus de 100 000 élèves et étudiant-e-s âgés de sept à 25 ans. En 2020, il a indiqué avoir contribué aux trois grandes campagnes. Dans le cadre de la campagne *J'accueille !*, il a élaboré plusieurs outils d'éducation destinés à différentes classes d'âge. En 2020, il a touché 4 201 enfants par le biais de ce matériel – moins que les années précédentes en raison de la pandémie de COVID-19.

Dans le cadre d'*Osons le courage*, il a lancé sa propre campagne d'éducation, en mettant l'accent sur des exemples de jeunes défenseur-e-s des droits humains. Ce projet d'éducation en mode hybride s'appuyait à la fois sur des vidéos de formation en ligne et des activités de groupe. Voir [ici](#) pour en savoir plus.

L'une des principales caractéristiques de la campagne *Osons le courage* est que les élèves peuvent mener leurs propres actions en faveur de jeunes défenseur-e-s des droits humains. Par exemple, en janvier et février 2020, AI Pays-Bas a lancé une pétition de jeunes contre le mariage des enfants au Pakistan et une action de solidarité à l'occasion de la Saint-Valentin en faveur d'une des défenseur-e-s des droits humains, une jeune fille pakistanaise qui menait un travail d'éducation sur les effets du mariage précoce. Au total, 2 583 élèves ont participé à l'action de la Saint-Valentin, et 8 291 signatures ont été recueillies sur la pétition. La première semaine de mars, AI Pays-Bas a accueilli Gulnar Tabassum, militante pakistanaise des droits des femmes, et a donné avec elle plusieurs cours à des enfants sur les droits humains et la question du mariage des enfants au Pakistan. Avec Gulnar, les jeunes militant-e-s ont remis la pétition à l'ambassade du Pakistan.

Quant à la campagne *Écrire pour les droits*, elle prend de plus en plus d'ampleur et de visibilité dans les écoles depuis quelques années. En 2020, 50 548 élèves et étudiant-e-s ont participé à *Écrire pour les droits* dans leurs établissements. AI Pays-Bas a élaboré son propre manuel d'EDH pour cette campagne et a formé des enseignant-e-s invité-e-s à donner des cours de présentation en ligne. Malgré les restrictions d'accès aux écoles liées

Remise d'une pétition contre le mariage des enfants au Pakistan à l'ambassade du Pakistan à La Haye (Pays-Bas) par la défenseuse pakistanaise des droits des femmes Gulnar Tabassum et des élèves néerlandais, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes (mars 2020).

© 2020 Pierre Crom

au COVID-19, la section a touché davantage d'enfants et d'étudiant-e-s avec la campagne *Écrire pour les droits* que les années précédentes.

MICRO-APPRENTISSAGE DANS LE CADRE D'ÉCRIRE POUR LES DROITS – BUREAU RÉGIONAL AMÉRIQUES

Pour l'édition 2020 d'*Écrire pour les droits*, le Bureau régional Amériques a mené des activités visant à favoriser l'engagement des jeunes, stimuler l'action en ligne et renforcer et développer les connaissances des sympathisant-e-s via l'EDH.

Il a élaboré un parcours d'EDH à propos des cas de Gustavo Gatica et de Jani Silva, afin que les sympathisant-e-s et les militant-e-s comprennent mieux les violations des droits humains impliquées dans ces deux cas et pour renforcer la participation et l'action des jeunes. Ce parcours a généré plus de 71 000 vues sur Twitter.

CLUBS SCOLAIRES D'EDH – AMNESTY INTERNATIONAL TOGO

Le projet d'EDH dans les clubs scolaires d'AI Togo implique et mobilise des élèves afin qu'ils agissent pour les droits humains. Dans le cadre de la campagne *Écrire pour les droits*, ces élèves ont participé à des activités d'EDH basées sur l'expression théâtrale destinées à sensibiliser la communauté scolaire, puis ont écrit des lettres de solidarité.

« Je sais qu'il y a des injustices dans le monde, mais je me sens profondément désolée pour elle. Cela pourrait être moi ou une de mes amies. Je ferai tout mon possible pour contribuer à sa libération. Puis-je demander aux membres de ma famille de signer des lettres et vous en rendre compte ? »

Valérie, membre d'un club scolaire, à propos de Nassima Al Sada (*Écrire pour les droits* 2020)



👁 Affiche en faveur d'une éducation complète à la sexualité à l'école dans le cadre du programme *C'est mon corps*.

© Amnesty International Argentina

C'EST MON CORPS – AMNESTY

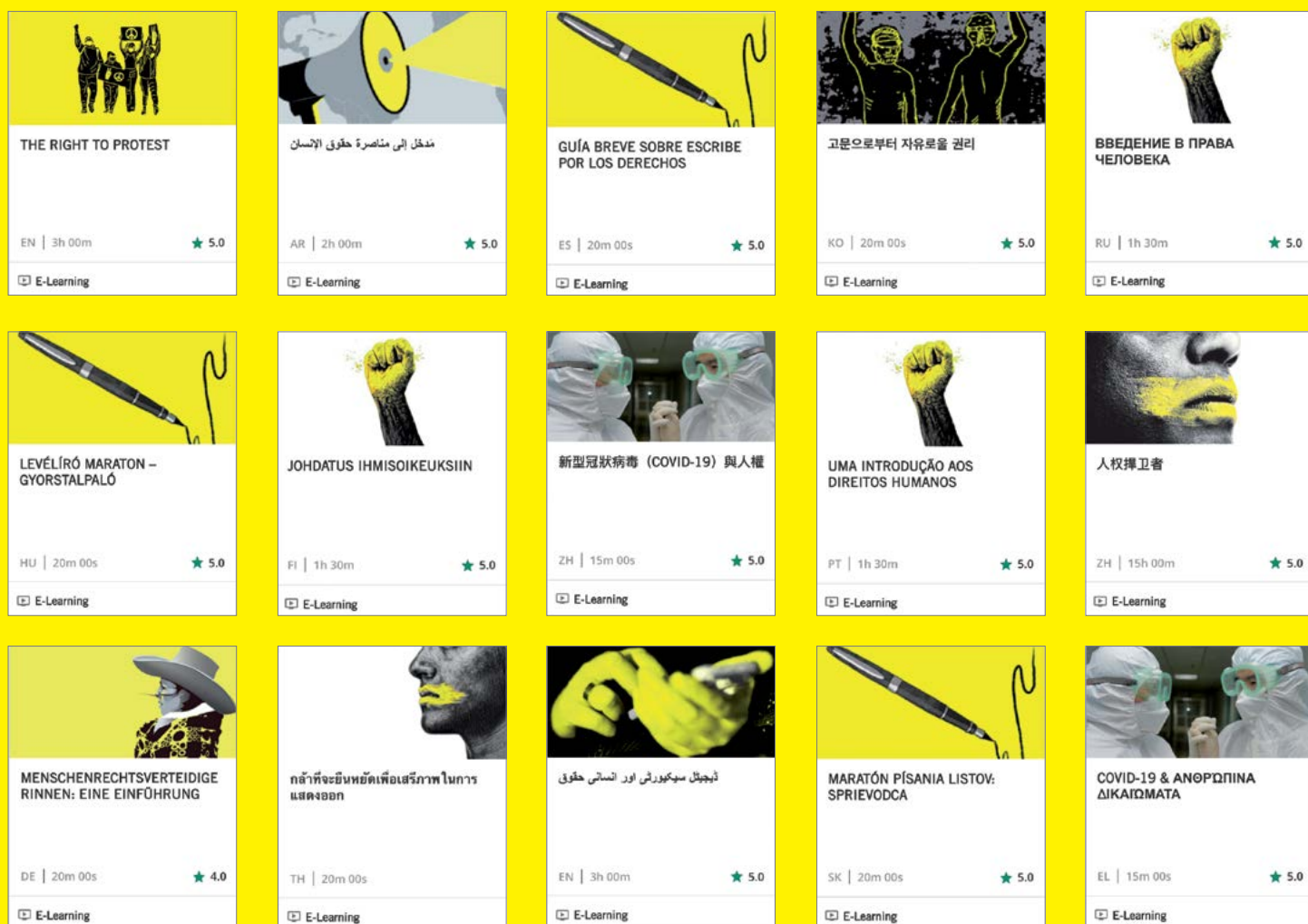
INTERNATIONAL ARGENTINE

Par le biais de son programme *C'est mon corps*, AI Argentine a continué de soutenir et de contribuer à la campagne *Osons le courage*. Ses différentes stratégies ont conduit au renforcement du rôle des jeunes comme figures de proue de la défense des droits humains.

Par des activités de formation, de militantisme et de plaidoyer, un soutien a été apporté aux jeunes défenseurs des droits sexuels et reproductifs. Ces femmes sont régulièrement victimes d'agressions en ligne et hors ligne en raison du travail qu'elles mènent localement et de leurs revendications en faveur de la légalisation de l'avortement et d'une éducation complète à la sexualité, deux points centraux du travail de promotion des droits dans le cadre de *C'est mon corps*. Après le long travail d'EDH mené dans le cadre de ce programme, les jeunes ont joué leur rôle de défenseur·e·s en mettant en œuvre les activités suivantes :

- animation d'ateliers pour leurs pairs sur les droits humains, l'action militante et l'éducation complète à la sexualité ;
- campagnes visant à promouvoir les droits humains et la participation des jeunes à la défense de ces droits ;
- rencontre avec les autorités pour préconiser la participation des jeunes aux espaces de prise de décisions ;
- festivals pour promouvoir les droits sexuels et reproductifs ;
- participation à des espaces de suivi et de surveillance des droits, comme le Conseil des jeunes de la ville de Buenos Aires et le Conseil consultatif de la Direction nationale de l'adolescence et de la jeunesse.

ACADÉMIE DES DROITS HUMAINS D'AMNESTY INTERNATIONAL



L'année 2020 a été importante pour l'Académie des droits humains car la pandémie de COVID-19 a entraîné un développement mondial de l'enseignement en ligne, qui s'est traduit par une croissance exponentielle pour l'Académie. À la fin de l'année, celle-ci comptait plus de 200 000 inscrit-e-s, était disponible dans 25 langues et proposait 84 cours en ligne. Rien qu'en 2020, 39 cours ont été ajoutés – cinq nouveaux et 34 traductions de cours existants. Douze nouvelles langues ont fait leur apparition sur le site durant l'année.

Outre le fait qu'elle est un outil d'éducation puissant, l'Académie a aussi incité de nouveaux publics à s'engager auprès d'Amnesty International. Sur les 1,3 million de personnes qui se sont engagées pour la première fois auprès de l'organisation, 300 000 l'ont fait après avoir entendu parler de l'Académie. Nous constatons par ailleurs que, en comparaison avec d'autres plateformes de formation en ligne, les cours de l'Académie des droits humains sont plus souvent suivis jusqu'au bout.

En 2020, non seulement l'Académie s'est développée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Europe et en Asie centrale, mais elle a aussi été lancée comme projet par le Bureau régional Asie du Sud basé à Colombo (Sri Lanka), avec des cours en [ourdou](#) et en [bengali](#). Après des recherches menées par l'équipe mondiale sur les domaines dans lesquels l'Académie pouvait apporter une aide supplémentaire aux apprenant-e-s, en particulier à l'heure où les écoles passaient à l'enseignement à distance, un [guide à destination des enseignant-e-s](#) a été lancé, ainsi qu'un cours sur le COVID-19 et les droits humains, disponible dans [15 langues](#).

Largement plus de 75 % des utilisateurs et utilisatrices de l'Académie des droits humains se connectent à la plateforme via un téléphone mobile ou une tablette. Pour répondre à leurs besoins, une application mobile de l'Académie a été lancée en 2020. Cette application permet aussi aux apprenant-e-s de télécharger les cours sur leur appareil quand ils ont accès à Internet, afin de pouvoir poursuivre leur apprentissage même quand ils n'ont plus de connexion ou que la bande passante est mauvaise.

L'application est disponible sous [Android](#) et [IOS](#).

REPÈRES RÉGIONAUX

AFRIQUE

Burkina Faso
Personnes touchées : 17 165

Bénin
Personnes touchées : 375 072

Afrique du Sud
Personnes touchées : 135 000

21

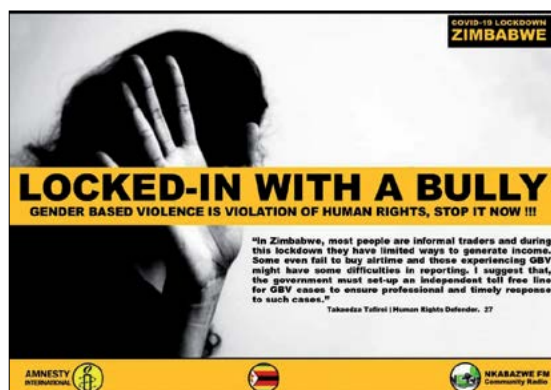
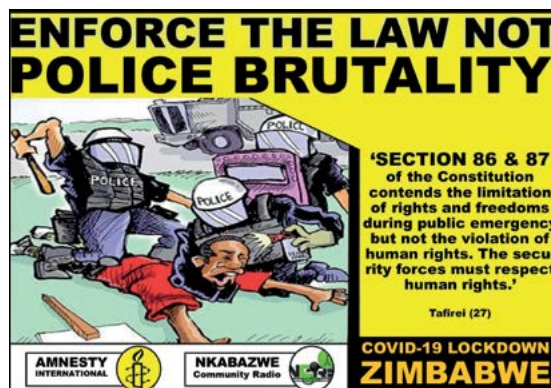
585 113 nombre total de personnes touchées
Nombre de projets

44 % de femmes et de filles

60 % de jeunes

L'Afrique subsaharienne est la quatrième région en termes de nombre de projets recensés (21), la majorité d'entre eux concernant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Comme en Europe et en Asie centrale, une proportion considérable du travail d'EDH dans cette région est mené dans des établissements scolaires, et a donc été fortement touchée par la pandémie de COVID-19 à partir de mars 2020. Le nombre de personnes touchées dans la région a malgré tout augmenté, AI Bénin et AI Afrique du Sud ayant toutes deux touché plus de monde que les années précédentes. L'adaptation du travail d'EDH à la pandémie a aussi entraîné une utilisation accrue des radios locales et de WhatsApp, des SMS et des messages audio dans le cadre des projets, entre autres méthodes adaptées à une faible bande passante.

Les projets Écoles amies des droits humains et les clubs scolaires restent un modèle important dans la région et, comme nous l'avons déjà vu dans ce rapport, la structure et les réseaux de ces clubs ont un potentiel de pouvoir énorme dans leur communauté, comme le montre le cas des clubs scolaires et universitaires du Bénin qui ont été transformés pour éduquer les élèves et la population en général à la prévention du COVID-19.



Infographies réalisées dans le cadre de la promotion de l'accès à l'information – Projet COVID-19 et droits humains © Amnesty International Zimbabwe

Cependant, 2020 a aussi vu le développement de projets locaux de plus grande ampleur, comme le projet transnational à long terme contre le mariage précoce et forcé et les mutilations génitales féminines, ainsi que les projets d'EDH locaux s'attaquant, entre autres, à la violence liée au genre, comme au Ghana et au Zimbabwe.



COUP DE PROJECTEUR :

Promotion de l'accès à l'information sur le COVID-19 et les droits humains – Amnesty International Zimbabwe

La stratégie d'EDH a été élaborée dans le cadre de la campagne plus large de promotion de l'accès à l'information sur la pandémie de COVID-19 au Zimbabwe. L'EDH a été utilisée pour sensibiliser la population et démystifier le COVID-19, faire évoluer les mentalités et changer les attitudes et les comportements favorisant la propagation du virus et les atteintes aux droits humains.

Différents outils ont été utilisés, notamment de type artistique comme des poèmes, des sketches, de la musique ou des podcasts, ainsi que des SMS et des messages audio à destination de divers groupes de population. Des partenariats ont été établis avec cinq stations de radio locales, l'ONG Katswe Sisterhood, l'organisme Perch Media Trust, des centres de soins pour victimes de viol, des troupes de théâtre et le ministère de l'Information et de la Publicité.

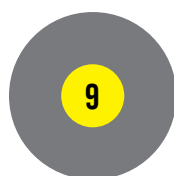
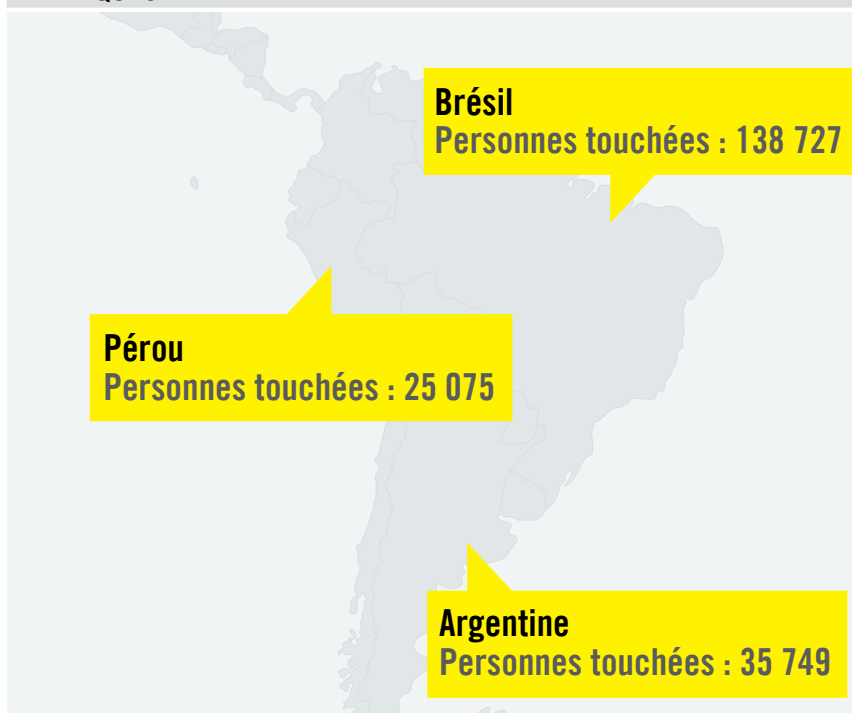
L'EDH a développé la responsabilité des groupes locaux et des individus. Grâce aux connaissances et aux compétences acquises, ils lancent maintenant leurs propres activités d'EDH et agissent pour défendre et promouvoir les droits humains dans leurs localités par leurs propres initiatives de lutte contre les violences liées au genre pendant les confinements.

Les gens ont aussi continué de dénoncer les violences liées au genre, comme le montrent les conclusions des recherches menées pour le rapport « Traitées comme des meubles » élaboré par le Bureau régional Afrique australe.

À Bulawayo, une troupe de théâtre, le Bambelela Arts Ensemble, a continué de créer des pièces sur les questions relatives aux droits humains touchant les habitant-e-s de la ville et des environs. Elle utilise le théâtre pour faire de l'EDH dans le cadre de son projet de magazine radiodiffusé. D'autres radios locales ont pris l'initiative de réaliser des podcasts sur des préoccupations relatives aux droits humains et de les diffuser auprès de leurs auditeurs et auditrices. Les programmes d'EDH d'AI Zimbabwe leur ont donné suffisamment de confiance pour prendre des initiatives dans le domaine des droits humains, ce qui n'était pas le cas auparavant. Vous trouverez [ici](#) l'un des podcasts réalisés (en anglais). Celui-ci a été produit en partenariat avec la radio locale Patsaka Nyaminyami.

🎧 La diffusion d'informations au moyen de systèmes de sonorisation installés sur des camions a été l'une des méthodes d'EDH itinérante utilisées dans le cadre du projet de promotion de l'accès à l'information sur le COVID-19 et les droits humains. © Amnesty International Zimbabwe

AMÉRIQUES



223 257 nombre total de personnes touchées
Nombre de projets

55 % de femmes et de filles

43 % de jeunes

Les Amériques constituent la deuxième région en termes de nombre de projets, avec un total de 29 projets recensés en 2020. Si le nombre de projets a légèrement baissé en raison de la pandémie de COVID-19, le nombre total de personnes touchées dans la région a malgré tout augmenté par rapport à 2019. Cela est dû à une augmentation du nombre de personnes touchées par AI Brésil par le biais de l'Académie des droits humains, et à une hausse du nombre de personnes touchées par AI Argentine et AI Pérou dans le cadre de leurs projets liés à *Écrire pour les droits*. La majorité des projets d'EDH de la région ont été menés en dehors du milieu scolaire et dans des lieux associatifs. L'accent a été mis tout particulièrement sur les jeunes militant-e-s et défenseur-e-s des droits humains.

Le travail d'EDH sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, queers, intersexes et asexuelles (LGBTQIA+) mené avec et pour les communautés LGBTQIA+ est resté une priorité importante dans la région. Le projet Diversxs II. Diversity Under Attack a été lancé en juillet 2021, principalement dans quatre pays : le Paraguay, le Pérou, Porto Rico et le Venezuela. Ce projet est soutenu par des fonds du gouvernement néerlandais et va se poursuivre jusqu'en juillet 2023.

Au niveau des pays, des Académies nationales pour les jeunes défenseur-e-s des droits humains LGBTQIA+ sont en train d'être créées. Il s'agit d'espaces destinés à renforcer les capacités des jeunes LGBTQIA+ sur des questions centrales concernant les droits des LGBTQIA+ dans leur pays et leur communauté. Ces académies offrent aussi des espaces virtuels permettant

10 DE DICIEMBRE

DIA INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS HUMANOS

HOY EXIGIMOS QUE SE RESPETEN NUESTROS DERECHOS LGTBIQ:

a vivir en libertad

a amar a quien deseamos

a una vida sin discriminación

a la educación integral inclusiva

a la salud, vivienda y trabajo digno

a gozar de derechos sexuales y reproductivos

a expresar nuestro orgullo

a ser humanxs



#LosDerechosLGTBIQsonDerechosHumanos



Infographie réalisée pour le projet Diversxs.
© Amnesty International

aux jeunes LGBTQIA+ de se mettre en lien et d'échanger des expériences avec leurs pairs.

Outre la difficulté d'adapter les projets au monde numérique, la pandémie a aussi été source de risques particuliers pour cette communauté. Des collègues d'AI Paraguay ont indiqué que le confinement et l'isolement social des militant-e-s LGBTQIA+ avaient « révélé les limites de l'État en ce qui concerne les personnes relevant de la diversité sexuelle et de genre au Paraguay. La période a été marquée par une augmentation des cas de discrimination et de violence fondées sur l'orientation sexuelle, le genre et l'identité sexuelle, ainsi que par un "retour au secret et au refoulement" pour certaines personnes qui ont dû retourner vivre chez leurs parents ou avec d'autres membres de leur famille. Cette situation a conduit à se demander comment le projet Diversxs pourrait être mené à son terme. »

Les autres thèmes qui restent prioritaires dans la région sont les droits sexuels et reproductifs, avec le programme *C'est mon corps*, et le changement climatique, qui a fait l'objet de plusieurs projets en 2020.



© Jarek Godlewski / Amnesty International

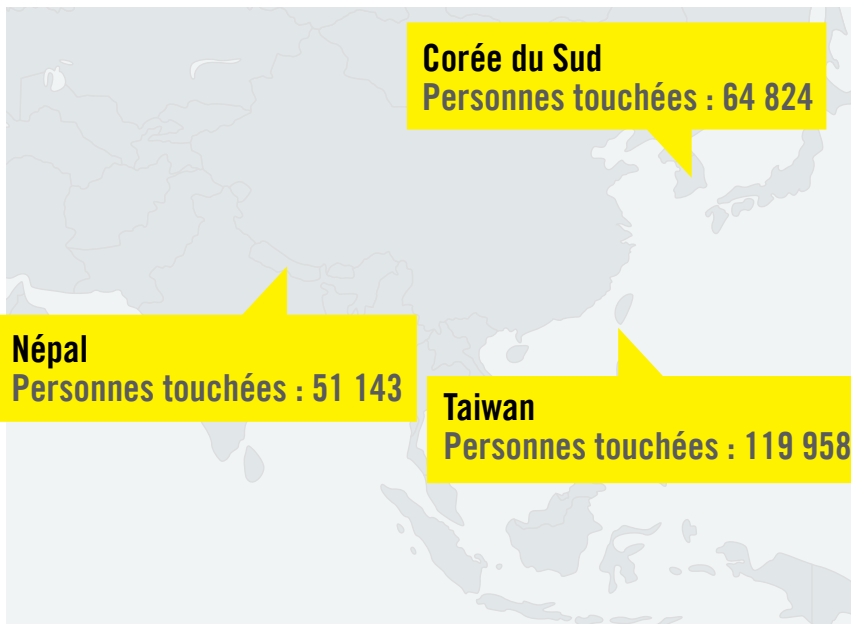
COUP DE PROJECTEUR :

Réseau caribéen des jeunes militant-e-s contre le changement climatique – Amnesty International Porto Rico

Afin de rendre visible, de renforcer et d'élargir le rôle moteur joué par les jeunes dans le monde en faveur de la justice climatique, et avec une volonté d'orienter tout particulièrement les ressources vers la région des Caraïbes (l'une des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique), AI Porto Rico a proposé de créer une coalition d'organisations visant à promouvoir ce travail – le Réseau caribéen des jeunes militant-e-s contre le changement climatique. En collaboration avec le Réseau caribéen des jeunes pour l'environnement (CYEN), l'idée initiale était de promouvoir ce nouveau réseau en 2020, en commençant par une réunion en République dominicaine, lors de laquelle le travail réalisé par le CYEN dans les Caraïbes anglophones aurait servi de base. Contrairement aux précédentes réunions du CYEN, le nouveau réseau devait mettre l'accent sur les Caraïbes hispanophones et avoir une dimension plus large fondée sur une approche intersectionnelle et relative aux droits humains, avec pour mission explicite de promouvoir le militantisme des jeunes.

Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, le projet d'origine a dû être adapté. La volonté de se consacrer à la formation du Réseau caribéen des jeunes militant-e-s contre le changement climatique en 2020 a été revue et adaptée à la situation. Les partenaires d'AI Porto Rico qui coordonnaient ce projet ont préféré mettre l'accent sur le soutien et l'accompagnement des membres du Mouvement des jeunes pour la justice climatique (YCYM) en vue de renforcer leur travail. Grâce à cet accompagnement, l'YCYM a mis en œuvre une journée de formation sous forme de webinaire à l'occasion du Jour de la terre en avril, a élaboré un plan de travail et d'organisation entre juin et juillet, et a organisé une réunion virtuelle des militant-e-s pour la justice climatique en août. Par ailleurs, AI Porto Rico a fourni un soutien logistique dans les premières phases d'un débat sur l'environnement organisé en octobre pour mettre en avant les positions en matière d'environnement des candidat-e-s aux élections générales à Porto Rico.

ASIE-PACIFIQUE



56 % de femmes et de filles

93 % de jeunes

La région Asie-Pacifique continue de se battre contre un environnement de plus en plus hostile pour la société civile. Hong Kong et la Thaïlande ont cette année été confrontés non seulement au COVID-19, mais aussi à des manifestations massives. L'année 2020 a aussi été marquée par la fermeture forcée d'Amnesty International Inde, après que les autorités indiennes ont gelé ses comptes bancaires. La liberté d'expression et le droit de manifester sont deux thèmes importants pour la région. AI Taiwan reste l'entité de la région qui a touché le plus grand nombre de personnes, notamment grâce à son travail fructueux autour d'*Écrire pour les droits*. Les autres grands projets de la région sont notamment le travail d'AI Corée du Sud avec l'Académie des droits humains et le projet Écoles Amies des droits humains d'AI Népal, qui a lancé son nouveau [manuel à destination des jeunes](#).

La région mène beaucoup de projets en milieu scolaire. Malgré la fermeture d'AI Inde, l'environnement globalement hostile et les difficultés liées au COVID-19, les projets d'EDH menés dans la région ont réussi à toucher plus de monde en 2020 que les années précédentes. Cette augmentation peut s'expliquer par l'intensification du travail mené par le biais du Bureau régional Asie du Sud et par le nombre croissant de sections utilisant différentes méthodes en ligne pour toucher de nouveaux publics.

Vous trouverez [ici](#) d'autres données sur la région.

COUP DE PROJECTEUR :

Comment manifester – Amnesty International Thaïlande

Le projet *Comment manifester* est un mélange d'activités d'EDH, de militantisme et de campagne avec des jeunes militant-e-s et des défenseur-e-s qui sont en première ligne. L'objectif est de construire une plateforme pour les aider à connaître leurs droits, en mettant l'accent sur la liberté d'expression et de réunion et en examinant ce que les jeunes peuvent faire pour protéger leurs droits et comprendre la législation restrictive qui est en place en Thaïlande.

Le projet *Comment manifester* transforme le livre *Manifester pour demain* (en thaï) en un cours d'EDH. Un atelier de deux jours a été organisé en présentiel en septembre pour les jeunes militant-e-s thaïlandais-e-s, afin de leur apprendre comment manifester. Après cet atelier, AI Thaïlande a continué d'assurer un suivi des militant-e-s et de leur fournir des conseils. À partir d'octobre, elle a aussi mené une série de cours d'EDH en ligne. Dans l'un de ces cours, elle a invité des représentant-e-s du monde universitaire, d'organisations partenaires et d'AI Thaïlande à s'exprimer sur ce que signifie le droit de manifester. Ce cours a fait l'objet de deux articles dans la presse, consultables en thaï [ici](#) et [ici](#).

Amnesty International a recensé plus de 790 manifestations et a observé une meilleure organisation et une plus grande mobilisation. Cependant, elle a aussi constaté une augmentation du nombre de poursuites judiciaires contre des jeunes et des mineur-e-s de moins de 18 ans. Il est temps de poursuivre la conversation avec les jeunes sur leurs droits et le droit de manifester, tout en intensifiant le travail d'EDH dans les écoles, et en informant les jeunes sur la manière de se protéger. Par ailleurs, l'organisation va continuer de suivre la situation des étudiant-e-s qui ont été inculpé-e-s et de faire campagne pour les soutenir.



© Ekkapop Sittiwantana

COUP DE PROJECTEUR :

Clubs des droits humains d'Amnesty International – Bureau régional Asie du Sud

En 2020, le Bureau régional Asie du Sud a lancé des Clubs des droits humains en Asie du Sud, en commençant par des programmes pour les jeunes en Afghanistan et au Bangladesh. Les Clubs des droits humains d'Amnesty International sont des espaces où les jeunes peuvent participer au mouvement mondial de défense des droits humains. Ils offrent aux jeunes une plateforme où des personnes de même sensibilité peuvent échanger sur les problèmes de la région, partager leurs opinions, apprendre, et agir collectivement sur des préoccupations pertinentes relatives aux droits humains.

Ce programme propose pour la région un apprentissage immersif, qui allie activités en présentiel et outils en ligne destinés aux étudiant-e-s et aux éducateurs et éducatrices. Le Bureau régional Asie du Sud d'Amnesty International organise régulièrement des séances de renforcement des capacités en ligne, associées à des ressources participatives, pour les membres et animateurs et animatrices des clubs. Chacun-e peut suivre les sessions et utiliser les ressources sur les activités à son propre rythme. L'objectif est d'apporter aux jeunes le savoir et les connaissances nécessaires sur les droits humains et les mécanismes en la matière, afin qu'ils puissent les appliquer de manière concrète dans la vie quotidienne. Le guide pour démarrer un Club des droits humains est consultable en anglais et en dari [ici](#).

« L'Asie du Sud compte plus de 300 millions de jeunes et, avec cette crise, les universités, les établissements scolaires, les parents et les jeunes eux-mêmes ont du mal à trouver une plateforme d'apprentissage numérique motivante. Ce programme va permettre aux jeunes d'apprendre de façon plus approfondie, collaborative et connectée. Les Clubs des droits humains d'Amnesty International sont un outil permettant de combler ces lacunes », a déclaré Somya Dimri, coordonnatrice de l'éducation aux droits humains pour l'Asie.

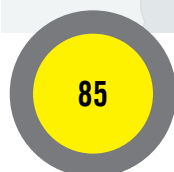
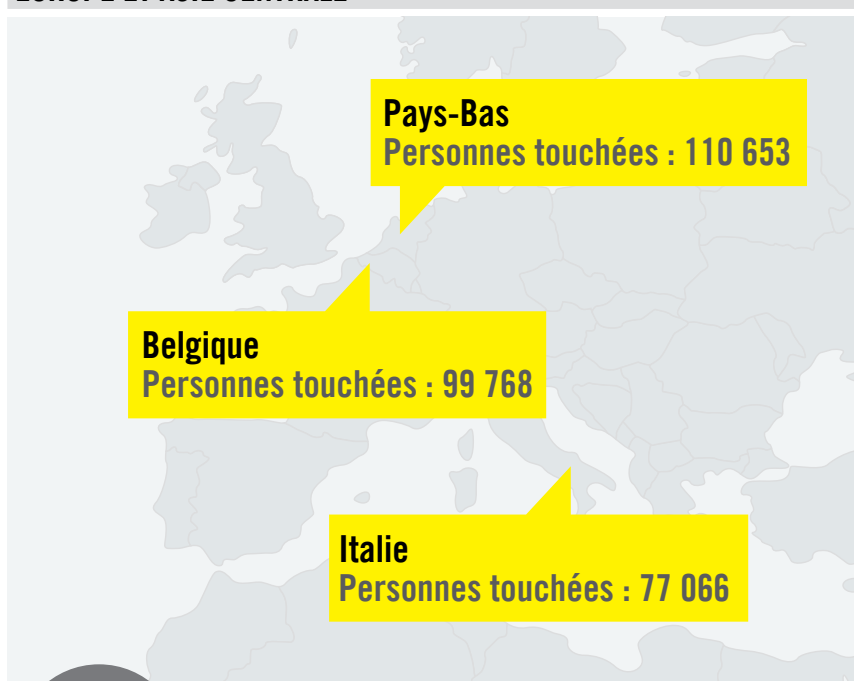
👁️ (À gauche) Atelier d'EDH avec 70 élèves de l'école de l'Académie Bramhadik d'Hetauda, au Népal, février 2021.

© Amnesty International Népal

(À droite) Membre d'un Club des droits humains participant à une action en Afghanistan.

© Amnesty International



EUROPE ET ASIE CENTRALE

■ **473 375** nombre total de personnes touchées
■ Nombre de projets

58 % de femmes et de filles

91 % de jeunes

La région d'Europe et d'Asie centrale est celle qui compte le plus de projets d'EDH et d'entités ayant rendu compte de leur travail dans ce domaine, avec au total 85 projets menés par 26 entités. L'EDH touche une grande proportion de jeunes dans la région, puisque 91 % des personnes touchées en 2020 sont des jeunes. Cela reflète bien l'importance des projets dans des établissements scolaires et universitaires dans la région. Les conséquences du COVID-19 sur les projets en milieu scolaire dans la région ont été extrêmement fortes, puisque beaucoup de pays ont fermé les écoles pendant une grande partie de l'année. C'est donc sans surprise la difficulté posée par la pandémie qui a été citée le plus souvent par les entités de la région. Néanmoins, le nombre de personnes touchées n'a que légèrement diminué par rapport à 2019, ce qui témoigne de l'adaptabilité, de la souplesse et du travail acharné que beaucoup ont mis en œuvre pour poursuivre leurs projets et s'adapter au nouveau contexte.

La plupart des sections ont adapté leurs projets existants pour pouvoir les réaliser en ligne, utilisant divers outils allant des logiciels de visioconférence associés à des outils permettant aux groupes de mener des activités collaboratives en ligne à des initiatives d'éducation sur les réseaux sociaux. Par exemple, AI République tchèque a adapté ses projets d'ateliers sur les droits humains et de bibliothèques des droits humains pour les organiser sur Zoom, tout en utilisant des outils et des tableaux blancs collaboratifs en ligne pour permettre les mêmes activités qu'en présentiel. Face à la pandémie, AI Finlande a créé un projet de Visites virtuelles dans les écoles qui lui a permis de donner des cours d'EDH aux élèves, ce qu'elle ne faisait pas auparavant. Dernier exemple, AI Pays-Bas a adapté



Illustration tirée du module Violence Against Women: Consent. © Amnesty International

ses masterclasses, qui ne sont qu'une partie de son vaste programme d'EDH, sous un format en ligne, ce qui a permis à des étudiant-e-s ne vivant pas à Amsterdam d'y participer plus facilement.

Par ailleurs, plusieurs entités d'Amnesty International ont décidé de commencer à travailler avec l'Académie des droits humains, en vue de disposer d'une solution alternative d'EDH. Elles ont ainsi traduit des cours existants afin de les promouvoir auprès de leur public. Aujourd'hui, 12 entités de la région disposent de cours en ligne dans leur langue officielle sur le site de l'Académie.

La violence contre les femmes est restée un thème important dans la région. En novembre 2020, Amnesty International a rendu public un module d'éducation en ligne qui a aidé des milliers d'apprenant-e-s à comprendre les obstacles rencontrés par les victimes de viol et l'importance du consentement. Ce cours, intitulé [Violence Against Women: Consent](#), est un module de micro-apprentissage de 15 minutes sur la manière dont la question des violences sexuelles se conjugue avec celle des droits humains. Publié en anglais et en russe, ce module a été élaboré dans le cadre de la campagne régionale *Parlons du OUI*, qui défend l'accès à la justice pour les victimes de viol, notamment en réclamant des lois sur le viol fondées sur le consentement en Europe. Violence Against Women: Consent est le troisième module de la plateforme Human Rights Workout, les deux précédents portant sur le droit à la liberté de manifestation pacifique.



COUP DE PROJECTEUR :

Vous et moi tous ensemble – Amnesty International Grèce

Le projet *Vous et moi tous ensemble* est un projet national d'éducation aux droits humains à destination des établissements secondaires en Grèce. Le ministère de l'Éducation et des Religions a accepté que le matériel d'éducation soit l'un des principaux outils de formation pour les enseignant-e-s et les éducateurs et éducatrices en matière d'EDH dans les écoles, par le biais de la plateforme pédagogique nationale. Ce projet combine la formation des enseignant-e-s et éducateurs et éducatrices et celle des parents. En 2020, AI Grèce a plus que doublé le nombre d'écoles concernées par ce projet (153 contre 70 l'année précédente), touchant plus de 8 000 élèves, 600 enseignant-e-s et 300 parents.

Ce projet vise à favoriser une meilleure connaissance des droits humains tout en encourageant le développement d'une culture du respect de la diversité, une compréhension de l'orientation sexuelle et de la liberté de choix, l'accessibilité et l'inclusion, en fournissant aux élèves des outils de plaidoyer et des méthodes de protection de leurs droits. Dans le cadre de ce projet, les élèves, enseignant-e-s et parents sont sensibilisés ensemble à l'EDH et mènent toute une série d'activités pratiques, principalement en ligne en 2020 à cause du COVID-19, visant à renforcer la sensibilisation aux droits humains dans leur entourage, créer des synergies créatives avec d'autres écoles à l'échelle nationale ou européenne, et mener des actions de participation sociale dans le cadre du programme moderne Écoles ouvertes et durables en Grèce.

Vous pouvez télécharger les manuels pour les élèves et les enseignant-e-s du secondaire en grec [ici](#).

Plus de 12 000 élèves ont envoyé des cartes et des lettres de solidarité au personnel de santé dans le cadre de l'action sur le droit à la santé du projet *Vous et moi tous ensemble* d'Amnesty International. © Amnesty International



COUP DE PROJECTEUR :

Les Combattant-e-s pour la justice – Amnesty International Danemark

Les Combattant-e-s pour la justice est un projet d'EDH qui s'appuie sur l'expérience des défenseur-e-s des droits humains et vise à inspirer les élèves et à développer leur capacité à s'engager et à agir eux aussi.

Il a été mené sous la forme d'un projet pilote à destination des élèves de 12 à 16 ans et de leurs enseignant-e-s. AI Danemark a élaboré du matériel d'EDH pour les élèves à propos de cinq cas de défenseur-e-s des droits humains, un guide de l'enseignant-e et une page Facebook pour les enseignant-e-s. Elle a organisé une série de rencontres dans des écoles avec le militant LGBT américain Jamie Nabozny. Vous trouverez une brève présentation des cinq cas du projet pilote en danois [ici](#).

La rencontre avec Jamie a profondément marqué les élèves et les enseignant-e-s. Une évaluation externe des rencontres avec ce militant a montré que la plupart des élèves étaient plus sensibilisés à la manière de choisir ses mots lorsqu'on s'adresse à quelqu'un, ainsi qu'à la manière de traiter les autres. Certains élèves ont aussi indiqué se sentir mieux, et dans une école un groupe de lutte contre le harcèlement a été créé par des élèves de différents niveaux.

« Je suis gay. Je suis originaire d'un pays où il est illégal d'être gay. Maintenant je voudrais y retourner pour faire changer les choses. Vous m'avez montré que la seule solution était de faire preuve de courage. J'ai toujours peur mais je sais que je peux le faire. »

« Dans mon école, il y a des enfants originaires du monde entier, mais pourtant je ne me sens pas à ma place. J'ai un grand sentiment de solitude ici. Le jour où vous êtes venus, j'ai eu l'impression que les autres me voyaient pour la première fois. Je veux aussi essayer d'être moins timide. Merci d'être venus. »



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord
Personnes touchées : 250 084

Israël et territoires occupés
Personnes touchées : 480

Maroc et Sahara occidental
Personnes touchées : 3 265

6

253 909 nombre total de personnes touchées
 Nombre de projets

44 % de femmes et de filles

86 % de jeunes

La région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est celle qui compte le moins d'entités d'Amnesty International et le plus petit nombre de projets signalés dans le cadre du rapport sur l'EDH. Cependant, grâce à une présence en ligne extrêmement forte par le biais de l'Académie des droits humains, à l'initiative du Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord basé à Beyrouth, le nombre de personnes touchées dans la région est relativement élevé et s'étend à des pays où Amnesty International n'est pas présente. Ainsi, l'Égypte, l'Irak et le Yémen figurent dans le top 10 des pays d'origine des bénéficiaires de l'Académie. Le nombre de personnes touchées déclaré en 2020 dans la région est le plus élevé jamais enregistré depuis la création du rapport annuel sur l'EDH.

La réponse en ligne à la pandémie mondiale a encore accru le public touché par les ressources numériques. Outre une augmentation du nombre de particuliers inscrits à l'Académie, le Bureau régional a constaté une hausse de 20 % des demandes de formation émanant de groupes et d'organisations de défense des droits humains, aussi bien au niveau local que régional. Sans surprise, l'intérêt s'est surtout porté sur l'utilisation de l'Académie des droits humains. En conséquence, des plans d'apprentissage sur mesure ont été créés pour certains partenaires, tels que le Centre libyen des défenseur-e-s et l'ONG Wousoul, une organisation syrienne basée au Liban.



© Amnesty International

Face à la pandémie de COVID-19, l'Académie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a lancé une série de consultations auprès d'organisations nationales et citoyennes de la région, afin d'évaluer leurs besoins en matière d'EDH. Treize représentant-e-s d'organisations provenant de Libye, d'Égypte, d'Irak, de Jordanie, de Syrie et du Liban ont participé à cette consultation, dont il est ressorti trois grands thèmes prioritaires pour 2020-2021 : les violences liées au genre, les droits en matière de santé et la liberté d'expression.

Par ailleurs, Al Maroc a lancé son projet Les droits sont de mon côté – La lutte contre les violences liées au genre au Maroc, en partenariat avec Al Italie. Ce projet vise à renforcer les capacités de 12 ONG de la région de Rabat-Salé-Kénitra en matière de droits des femmes. Cela passera par un renforcement des compétences de leurs membres afin de les aider à accompagner les femmes menacées et/ou victimes de violence, à apporter une aide locale plus adaptée, et à monter des campagnes de sensibilisation plus efficaces.

Parmi les projets d'EDH signalés par les bureaux nationaux de la région, on constate que l'accent est largement mis sur le travail avec les jeunes, qui se répartit à parts à peu près égales entre les projets en milieu scolaire et les projets hors milieu scolaire. En raison de la fermeture des écoles pendant la pandémie, le nombre de jeunes touchés par des projets en milieu scolaire a baissé, mais les projets se sont poursuivis après avoir été adaptés au moyen de différents outils numériques. D'autre part, Al Israël a commencé un nouveau projet dans des centres pour jeunes en difficulté, qui sont restés ouverts alors que les écoles étaient fermées.



COUP DE PROJECTEUR :

Académie d'Amnesty International – Programme hybride de formation sur la surveillance, le recensement et le signalement des violations des droits humains – Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord

En février 2020, 10 participant-e-s de cinq pays de la région ont suivi un parcours de formation hybride sur la surveillance, le recensement et le signalement des violations des droits humains. À l'issue de cette formation, tous les participant-e-s ont indiqué avoir amélioré leurs capacités dans ce domaine et 86 % ont déclaré que la qualité de leur travail de surveillance, de recensement et de signalement s'était améliorée. Une augmentation de leurs actions de plaidoyer autour des droits humains dans leur contexte national a aussi été observée.

L'un des participants a expliqué que son organisation, basée en Tunisie, avait modifié ses méthodes de surveillance et de recensement des violations des droits humains pour s'appuyer pleinement sur les normes en la matière qu'il avait apprises. **Damj**, l'Association tunisienne pour la justice et l'égalité, qui est l'organisation pour laquelle il travaille, est l'une des principales ONG nationales de défense des droits des LGBTQIA+ en Tunisie. L'une des modifications importantes signalées par ce bénéficiaire de la formation a été le passage à une surveillance des types de violations des droits humains plutôt que des cas individuels de violations. Le participant, qui fait lui-même partie de la communauté LGBTQIA+, souligne que la formation à la conception et à la préparation d'un plan individuel de sécurité, qui fait partie intégrante du travail de surveillance, de recensement et de signalement des violations, a aidé son organisation à demander des comptes à des auteurs de violences lors d'une manifestation qui s'est tenue le 6 octobre à Tunis.

Il s'agissait d'une manifestation contre un projet de loi permettant aux forces de sécurité de ne pas être tenues pénalement responsables en cas d'usage de la force meurtrière pour repousser des attaques contre des bâtiments liés à la sécurité, si la force employée était jugée proportionnelle au danger. Le participant en question a été le militant qui a été le plus lourdement attaqué et blessé par la police pendant la manifestation. Cependant, grâce au plan de sécurité mis en place, suffisamment de preuves ont été recueillies pour lui permettre de demander des comptes à ses agresseurs. Cet homme considère cet incident comme un succès car le plan de sécurité a permis l'accès à la justice. Les photos utilisées contre les policiers ont été prises par un militant dont la mission était de photographier et de filmer à distance.

🕒 Action en faveur de la liberté d'expression menée par des participant-e-s au Laboratoire du militantisme des jeunes sur la liberté d'expression, 2018. Sur les pancartes, il est écrit : « Tout individu a droit à la liberté d'expression, article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ». © Amnesty International

LES RÉSULTATS EN BREF

Bien que **86 % des projets** aient indiqué avoir été perturbés par la pandémie, **on continue d'observer une augmentation** du nombre de personnes touchées par l'EDH.

L'Académie des droits humains a dépassé les **200 000 inscrit-e-s**.

Le lancement de l'**application de l'Académie des droits humains** a amélioré l'accessibilité pour les apprenant-e-s et offre une expérience adaptée à celles et ceux qui se connectent depuis leur **téléphone portable**.

L'EDH s'est **adaptée à la pandémie** : les méthodes ont été modifiées et de **nouveaux projets** ont été lancés face aux préoccupations relatives aux droits humains, telles que **le droit à la santé** et **les violences liées au genre**.

70 projets ont indiqué avoir participé à *Écrire pour les droits*, ce qui représente presque **1,4 million de personnes**.

L'EDH continue de **motiver** des gens à participer aux campagnes d'Amnesty International. **91 projets** ont indiqué avoir contribué aux **campagnes mondiales d'Amnesty International**.

RESTEZ INFORMÉ-E-S

des nouveaux cours et des dernières informations sur l'éducation aux droits humains :

 **Rendez-vous sur**
amnesty.org/fr/human-rights-education

 **Consultez notre blog :**
www.amnesty.org/fr/latest/education

 **Suivez notre actualité sur Facebook :**
facebook.com/HumanRightsEducation
AmnestyInternational

 **Inscrivez-vous à un cours sur**
academy.amnesty.org

 **Téléchargez l'application de notre**
Académie pour **Android** ou **IOS**

AMNISTIE
INTERNATIONALE



AMNESTY INTERNATIONAL L'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS EN 2020

Index : POL 32/4026/2021

Original : anglais

AMNESTY INTERNATIONAL

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

Peter Benenson House, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW,
Royaume-Uni

Courriel : contactus@amnesty.org

Tél. : +44-20-74135500

Fax : +44-20-79561157

www.amnesty.org

AMNISTIE
INTERNATIONALE 